ANNUAIRE

DE

L'INSTITUT-CANADIEN

POUR 1870.

CELEBRATION DU 26E ANNIVERSAIRE

DE LA FONDATION DE

L'INSTITUT-CANADIEN

LE 17 DÉCEMBRE 1870.

MONTREAL
IMPRIMERIE DE A. DOUTRE ET CIE., COIN DES RUES NOTRE-DAME ET ST. GABRIEL.

1870

ANNUAIRE

DE

L'INSTITUT-CANADIEN

POUR 1870.

CELEBRATION DU 26E ANNIVERSAIRE

DE LA FONDATION DE

L'INSTITUT-CANADIEN

LE 17 DÉCEMBRE 1870

MONTREAL

IMPRIMERIE DE A. DOUTRE ET CIE., COIN DES RUES NOTRE-DAME ET ST. GABRIEL

1870

ANNUAIRE

DE

L'INSTITUT-CANADIEN

POUR 1870.

RAPPORT ANNUEL DU PRÉSIDENT.

Mesdames et Messieurs,

En l'absence de M. Aubin, le président de l'Institut, que des affaires importantes retiennent aux Etats-Unis, la tâche de vous rendre compte de nos travaux de l'année, et de l'état de nos finances, m'incombe. Cette tâche me sera particulièrement agréable à remplir, car, si depuis longtemps, Messieurs, il a été impossible à mes prédécesseurs, grâce aux dépenses nécessaires qu'ils avaient à faire, d'accuser une réduction considérable dans notre dette flottante, et une assez forte balance en caisse pour parer à tout événement, ce soir je puis le faire. Les heureux pronostics de l'an passé se sont réalisés.

Nos finances n'ont jamais été dans un meilleur état, depuis l'époque où nous avons dû consacrer ce nouveau temple aux sciences, aux arts et aux muses.

Voici le rapport du trésorier, dont la lecture vous convaincra que je ne me fais pas illusion.

Rapport financier de l'Institut-Canadien pour l'année finissant le 30 novembre 1870.

RECETTES.

Balance en caisse le 30 novembre 1869	$857 28
Contributions	723 47
Cartes d'admissions	46 00
Chambre de Nouvelles	18 00
Abonnements à la bibliothèque	50 45
Papeteries	25 30
Revenu de propriété	933 50
Billets escomptés	1,000 00
Souscriptions à la bâtisse	1,816 00
	$5,470 00

DÉPENSES.

A. Boisseau, surintendant	$447 96
Dépenses de maison	221 77
Assurances	106 12
Chauffage	126 22
Eclairage	84 84
Aqueduc de Montréal	34 00
Journaux	195 35
Frais de poste	58 44
Frais de collections	40 48
Bibliothèque	261 40
Billets payables	1,500 00
Intérêts	1,874 44
Propriété mobilière	13 00
Lacroix et Berger	110 69
Diverses dépenses	20 00
Balance en caisse le 30 nov. 1870	375 29
	$5,470 00

F. B. LAFLEUR,
Trésorier, I. C.

Je puis aller plus loin, en vous assurant, Messieurs, que ces progrès seront continués, et que nous devons avoir l'espoir d'éteindre notre dette hypothécaire avant longtemps. Et ce n'est pas là un vain espoir.

Le moyen d'arriver à ce résultat si désirable, me demanderez-vous? C'est

un de nos membres les plus dévoués qui l'a trouvé en créant un fonds spécial pour acheter des parts dans une de nos sociétés de construction. Nous avons à l'heure qu'il est, 25 parts, dont les versements hebdomadaires sont payés par 26 souscripteurs qui ont pu être facilement trouvés parmi les membres de l'Institut. Il est particulièrement entendu que ce fonds spécial doit être exclusivement consacré à l'extinction de la dette hypothécaire.

Or, Messieurs, si le sort nous favorise un tant soit peu, en laissant cheoir le bon lot sur notre rive, j'aurai eu raison de vous assurer que notre dette sera éteinte sous un délai assez rapproché.

Le Comité de Régie de l'Institut, pour arriver à cet état consolant de nos finances, n'a pas cependant négligé, par une fausse économie, de voir à ce que les membres, comme les abonnés à la bibliothèque, eussent toujours autant que possible un nouveau choix de livres à leur disposition. Notre bibliothèque a reçu 246 volumes, dans le cours de l'année, dont 94 ont été donnés par des amis, parmi lesquels je suis heureux de citer le nom de M. Ed. Laboulaye, Membre de l'Institut de France, qui nous a adressé ses œuvres en quatorze volumes

Je ne suis pas moins heureux de vous annoncer que la publication du catalogue des livres de la bibliothèque a été faite il y a quelques mois.

C'était un travail aride qui a coûté près de deux années de recherches à son auteur ; c'était une œuvre pénible qui n'a été opérée que par le dévouement de notre surintendant, M. Boisseau.

Cette utile publication, si longtemps désirée, a produit de suite les résultats qu'on en attendait. Depuis son apparition, le nombre des souscripteurs à la bibliothèque s'est doublé : beaucoup de livres dont on ignorait jusqu'à l'existence, sont maintenant journellement demandés, et nous constatons que la circulation générale des volumes a considérablement augmentée.

Le nombre de nos membres n'a pas décru. Si la persécution a produit 22 résignations, de l'autre côté 33 admissions ont été faites ; l'avantage nous est donc resté. Au milieu de ces admissions, soyons orgueilleux de constater les noms de Laboulaye, Victor Hugo et Michelet.

Au sujet de nos travaux, je puis dire que nous sommes en pleine renaissance. L'année dernière nous constations 18 séances, cette année le nombre s'en élève à 30. La moyenne des discutants, à chaque séance, a été de 5 à 6.

Plusieurs essais ont été lus, et je dois signaler à votre attention le *Cours d'Histoire du Canada* par M. Gonzalve Doutre.

Nous avons adopté, dans le cours de cette année, une résolution toute libérale : celle de conférer aux abonnés à la bibliothèque le privilége de discussion, ce qui a donné lieu à une manifestation d'opinions variées, et a conséquemment ajouté à nos discussions un charme tout nouveau, un attrait particulier.

La Faculté de Droit prospère. Les cours s'y donnent régulièrement ; 30 élèves les suivent. Ce nombre est aussi considérable que celui des élèves d'aucune autre Université

L'esprit de libéralisme domine dans les discussions qui ont lieu dans nos séances. Tout cela n'est-il pas de nature à nous faire espérer dans l'avenir, et à nous faire croire que lorsque la jeunesse que nous formons aujourd'hui aura pris sa place au milieu des hommes qui commandent à l'opinion publique, des jours plus heureux luiront pour notre cher Institut et pour le pays.

Je sollicite, Messieurs, votre bienveillance pour quelques moments encore.

Depuis bien des années, nous avons vu venir le retour de cet anniversaire avec l'espoir d'en faire une fête sans nuage, et de vous annoncer que la tempête n'existe plus dans notre horizon, que toutes les classes de notre jeunesse participent enfin au banquet de l'étude et de l'amitié intelligente.

La douce et harmonieuse association de la jeunesse que l'Institut-Canadien a déjà abritée, n'est pas plus impossible à réaliser aujourd'hui qu'elle ne l'a été dans le passé, et le jour viendra où notre devise "Travail et Concorde," remplira de nouveau la ruche d'essaims joyeux.

Ce jour semble poindre dans un avenir prochain. Le bandeau du préjugé est tombé des yeux d'un bon nombre, et nous n'avons besoin que d'être connus, pour que toute prévention contre nous s'efface.

Pour atteindre ce but, nous avons essayé de toutes les inspirations du bon vouloir et de la conciliation auprès des plus importants de nos adversaires. Ils sont restés implacables, et ne nous ont laissé d'autre alternative que la lutte.

Nous avons accepté cette guerre sans trève avec regret, mais avec la ferme détermination qu'inspirent la justice et la conviction d'être dans la vérité.

Nous la continuerons, cette lutte, jusqu'à ce que nous ayions lassé la persistance de nos adversaires et que nous les ayions forcés à la retraite et au silence.

Nos armes seront les mêmes que par le passé : la patience, la modération, la franchise, et un drapeau flottant au vent de la publicité. Dieu merci, les membres de l'Institut Cadien sont des soldats du jour et non de la nuit ; c'est figure découverte, visière relevée qu'ils rencontrent leurs ennemis ; ils ne demandent pas aux ténèbres de favoriser leurs succès.

La lâche et sourde opposition qui nous est faite, les mines souterraines que l'on tente de creuser sous nos pas éclateront peut-etre çà et là avec quelques succès, — mais succès passagers ; l'avenir nous appartient, et nous regardons avec calme et commisération ceux qui désertent le drapeau.

Si encore on se contentait de nous faire cette opposition haineuse devant le public ; mais non, aujourd'hui on a transporté cette lutte jusque dans nos familles Là, en notre absence, on soulève contre nous nos femmes et nos enfants ! Oui, c'est à ces êtres peu en garde contre leurs mensonges et leurs accusations que nos ennemis s'adressent maintenant pour se faire de nouveaux alliés contre notre cause.

Lâche et dernier effort d'une opposition impuissante, que nous devons flétrir, que nous devons mépriser, et que nous ne redoutons pas, après tout.

La femme a l'oreille juste, et sait fort bien reconnaître l'accent de la vérité partout ùo il se trouve. Soyons donc sans crainte.

"...... Dans l'âme humaine obscurité profonde.
Sur le néant des cœurs le vrai pouvoir se fonde."

Voilà, ce semble, le hideux *motto*, l'horrible devise de nos adversaires. Comptant pour arriver sur l'avilissement et l'ignorance, comment pouvons-nous être surpris de la guerre à outrance qu'ils nous font ? Ici, dans cette enceinte, dans les salles de l'Institut, partout où nous pouvons avoir quelque contrôle, nous proclamons à haute voix le droit pour tous de lire et d'examiner ; nous convions au banquet de la libre opinion, basée sur l'étude et la recherche du vrai, tous nos concitoyens sans distinction d'origine et de religion.

Ce mélange fraternel des races stipulé dans notre constitution est déjà un mal aux yeux de nos adversaires ; ne soyons donc pas surpris s'ils considèrent comme un crime la tentative de vouloir regarder un peu plus haut que ce que l'on voit, de croire en politique, en littérature, en histoire, autre chose que ce qu'une école avait façonné pour nous, jusqu'ici.

Oui, Messieurs, c'est là, au milieu de toutes les accusations auxquelles nous avons à répondre, une des plus graves. Nous ne sommes pas canadiens, et nous n'avons pas droit au titre de "*l'Institut-Canadien*," parce que nous admettons dans notre sein indistinctement toutes les races et toutes les croyances religieuses.

C'est sur ce système d'exclusion, ce parti-pris de séquestration de la race française qui, à mon sens, a fait tant de tort à notre nationalité, qu'on se fonde pour tirer de gros boulets,

bulles de savon, contre nous. Et cependant, n'est-il pas naturel que nous ayions consacré dans notre constitution ce principe qui semble avoir présidé aux décrets éternels de Dieu. Tombées de la main de l'Etre Suprême, sur ce coin du globe, n'est-il pas juste, n'est-il pas tout naturel que les différentes races se recherchent, s'unissent, se fusionnent? Condamnées à vivre, à exister en contact continuel, quotidien, les unes des autres, faut-il qu'une institution purement littéraire, comme notre Institut, soit si vertement, si injustement accusé et condamné, pour attirer sous son drapeau, ces mêmes races, ces mêmes sectes. Non, Messieurs, vous voyez qu'il y a là comme toujours chez nos adversaires impuissants à trouver mieux, malveillance et haine insensée.

Ils ne sont pas canadiens, ils ne sont pas catholiques, voilà le cri calomnieux qui, chaque jour, retentit à nos oreilles, comme si la qualité de membre de l'Institut-Canadien était contradictoire de ces deux titres, comme si l'on n'était forcément bon canadien et bon catholique qu'en dehors de l'Institut.

Oh! prenez garde, hypocrites accusateurs; voilez bien la maison de verre que vous habitez, car si l'on y jette un regard fugitif, nous y découvrirons encore trop.

Encore une fois, en passant, cessez donc de nous parler de religion à propos de l'Institut, qui n'est pas plus pour nous que pour vous notre temple, notre église. Chaque chose en son lieu et place. Ici, chaque jour nous lisons, nous étudions, nous discutons, tandis que chaque dimanche, chacun de nos membres a tout le loisir de se rendre à son église accomplir ses devoirs religieux. Ici, l'éducation populaire, politique, aidée par la lecture et la discussion; à l'église de chacun de nos membres l'instruction religieuse, chrétienne, suivant le rite de chacun. Voilà ce que nous croyons être juste et bon, et ce que nous proclamons être vrai. Est-il dans cette idée quelque chose qui répugne aux plus saines doctrines, aux enseignements les plus chrétiens?

Etre membre de l'Institut-Canadien, voilà, Messieurs, pour certaines gens un bien gros péché; qu'est-ce donc que d'en être le président? Ça doit être à coup sûr quelque crime horrible conduisant en droite ligne à une perdition inévitable.

En dehors de cette considération qui est plus ou moins importante suivant les idées de chacun, je pense pour ma part, Messieurs, que de tout ce que je viens d'avoir l'honneur de vous dire, il est une conclusion spéciale à tirer, celle que pour être membre de l'Institut, persister à en faire partie, et cela au milieu de luttes continuelles, des embarras de chaque jour pendant votre vie, au milieu de vos familles, de vos amis, avec la prévision de voir cette lutte se continuer jusque par delà la tombe, il faut avoir des convictions bien arrêtées, se croire bien fermement dans le vrai, avoir l'audacieuse persévérance des persécutés.

Etre membre de l'Institut-Canadien, sous les circonstances actuelles, c'est consentir de plein gré à être la cible de toutes ces petites flèches empoisonnées d'un venin tout mystique que vous décochent sans cesse toutes les dévotes de la ville, et Dieu sait si le nombre des *dévotes* l'emporte sur celui des femmes réellement pieuses et chrétiennes!

Etre membre de l'Institut-Canadien, c'est de plein gré liguer contre vous une coterie forte et puissante, qui vous hait d'autant plus que vous la forcez au respect!

Etre membre de l'Institut-Canadien, c'est de plein gré demander la lutte, provoquer les préjugés de toutes sortes, prendre du service actif sous le drapeau de l'instruction contre l'ignorance, se mettre bravement au premier rang, sur les remparts, où sabrant d'une main les abus et les injustices, il faut arborer de l'autre, ferme et haut, notre noble drapeau de l'Institut, orné de sa devise " Altiùs tendimus."

Voilà, Messieurs, ce que c'est qu'être membre de l'Institut. Je constate

avec plaisir, avec orgueil, que le nombre de ceux qui se sont voués à cet apostolat n'a pas déçu, durant l'année, malgré l'intensité des persécutions. Continuez donc, envieux et persécuteurs : plus vous serez agressifs et menaçants, plus notre résistance sera fructueuse.

Ainsi donc, Messieurs, il est bien entendu que ce n'est pas pour poser à " L'ESPRIT FORT " ni par entêtement que nous sommes et persistons à demeurer membres de l'Institut-Canadien. Ce serait supposer plus que de la naïveté chez les personnes qui en font partie.

La lutte que nous faisons est grande. A la qualité des soldats, il faut ajouter le nombre pour pouvoir la supporter et la faire avec succès. Or, Messieurs, tout en constatant l'augmentation sensible de nos membres, je ne puis faire que de m'écrier, en regardant autour de moi, en m'adressant aux professions libérales, aux hommes indépendants de fortune, mais que faites vous donc, ô vous, qui au fond nous approuvez, pensez comme nous ! Arrière les pusillanimités, arrière les craintes puériles, les hésitations ; venez nous aider, puisque vous croyez que nous avons raison : venez vous joindre sans délai à la vaillante cohorte des lutteurs. Oh oui, puisque chaque jour vous nous serrez la main en nous encourageant, en nous assistant de vos avis et de vos observations, il faut, pour ne pas manquer au plus sacré des devoirs, venir affirmer devant le public, sans crainte et sans peur, vos convictions et votre foi. Votre obstination est une hypocrite lâcheté, votre silence un crime social. Comment, vous êtes des hommes honorables, et vous ne manifesteriez pas ouvertement et franchement l'opinion que vous nourrissez dans votre âme et conscience ! Non, Messieurs, voilà qui n'est pas possible plus longtemps. Laissez à la politique cette rouerie coupable que la nécessité impose à tant de malheureux, mais, ô vous qui êtes indépendants, qui êtes instruits, montrez donc que vous êtes des hommes et surtout des hommes honorables !

S'il se fait du mal ici, votre devoir est de venir le corriger par vos conseils, vos bons exemples. S'il ne s'y fait que du bien, le devoir impose à votre honneur de réduire au silence la calomnie, et d'unir vos efforts aux nôtres, pour utiliser au profit de la race française, les éléments de progrès et d'amélioration que notre patience et nos économies ont réunis dans cet édifice.

Si c'est à l'instruction de vos nationaux que l'on en veut, si c'est un parti-pris de les condamner à l'infériorité et à l'ilotisme, de grâce rompez vite toute solidarité, toute complicité avec ce projet ignoble ; car vous ne pouvez travailler au déshonneur de votre race, sans vous déshonorer vous-mêmes.

N'êtes-vous pas, hommes instruits et intelligents, responsables des erreurs et de l'obstination bornée qui maintiennent cette guerre impie contre l'étude et le développement intellectuel de vos compatriotes ? Si depuis dix ans, il se fut trouvé parmi les gens d'affaires et de position qui nous ont laissé combattre seuls, cinq à six hommes de conscience et de cœur pour répudier la responsabilité de cette méprisable persécution, cette lutte n'existerait plus. Les caractères timides et pusillanimes auraient trouvé le courage de les imiter et se seraient groupés autour d'eux et de nous.

Par la lâche abstention que je signale, l'on a laissé grandir au milieu de nous des prétentions qui tendent à ne plus bientôt laisser à la race française que les agissements de la bête de somme.

La vie civile est menacée jusque dans les bureaux d'affaires, dans le comptoir, dans l'atelier, dans la famille. Il faudrait retourner aux plus mauvais jours de l'Italie et de l'Espagne, pour retrouver l'absolutisme tyrannique qui s'affirme aujourd'hui au milieu de nous et qui envahirait bientôt l'intimité du toit domestique, si l'on n'y prenait garde.

La guerre faite à l'Institut n'était qu'un symptôme du projet de tout contrôler, de tout dominer, — nous le savions, nous, — mais il est temps pour tout le monde d'ouvrir les yeux.

Quel foyer d'instruction, de lecture de journaux ou de livres, de communications verbales, resterait-il à la race française de Montréal, si l'Institut-Canadien disparaissait? Notre société tomberait dans un vide morne, étouffant et mortel.

Allons, hommes qui savez lire et qui pensez, ouvrez les yeux à la lumière et votre âme aux bonnes inspirations. L'on a maintenu cette guerre parce qu'on croyait nous tuer, elle cessera quand l'adhésion de ceux qui s'abstiennent en aura démontré l'inutilité.

Nous pouvons vivre sans le secours de ceux qui se tiennent éloignés de nous, — eux ne peuvent vivre sans nous, — car hors de nous, il ne reste que le désert, le vide, le néant.

Ce que vous voulez réformer parmi nous est l'œuvre des majorités. Vous êtes nombreux, apportez ici une majorité qui corrigera ce qui, dans votre opinion, a besoin de réforme. Si vous désespérez du succès de vos conseils, si vo s persistez de vous priver des moyens d'instruction que nous vous offrons, eh bien, fondez une œuvre meilleure, et nous vous y suivrons.

Mais de grâce, soyez quelque chose, sinon avec nous, soyez-le en dehors de notre association, et ne vous condamnez pas au mépris de vos semblables et de vous-mêmes.

J. O. TURGEON,
VICE-PRÉS., I.-C.

Montréal 17 Décembre 1870.

Discours de NORMAN W. TRENHOLME, écr., M.A., et B.C.L., avocat et professeur à la faculté de droit de l'Université McGill.

[TRADUCTION.]

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je dois vous exprimer mes remercîments pour l'honneur que vous m'avez fait en m'invitant à vous adresser la parole ce soir à l'occasion du 26e anniversaire de la fondation de votre institution. Je regrette seulement de ne pas être à la hauteur de la circonstance, et de ne pouvoir répondre d'une manière satisfaisante à votre invitation.

Je désire dire de suite, M. le président, qu'en prenant la parole dans cette enceinte, je n'ai pas d'antipathies à manifester, ni de projets politiques à faire prévaloir, mais seulement, comme Canadien, je dois exprimer franchement et librement, dans cette salle de libre discussion, ma sympathie et ma manière de voir à l'égard d'une institution qui est, sous beaucoup de rapports, la plus importante et la plus intéressante de toutes les institutions de cette province.

Nous comprenons, M. le Président, que la cause de votre institution est notre cause, celle de notre commune patrie, celle de l'avenir, et nous sommes ici ce soir pour vous le dire. Notre présence doit vous prouver que nous sommes avec vous, que nous voulons, autant que possible, vous donner ce support moral que nous ne vous avons pas accordé jusqu'ici avec toute la libéralité avec laquelle nous aurions dû le faire, et qui est un complément si convenable à l'aide matériel que mes compatriotes et marchands anglais, je suis heureux de l'apprendre, vous ont donné.

Si nous considérons votre Institut, avec sa chambre de nouvelles, sa bibliothèque, ses œuvres d'art, ses débats et ses cours d'instruction, nous devons reconnaître à cette institution, au point de vue de l'éducation, une valeur inappréciable, en procurant à des jeunes gens, qui autrement en seraient privés, les moyens d'acquérir des connaissances, de

s'instruire et de s'habituer à s'exprimer dans un langage propre à influencer leurs concitoyens

Si nous en jugeons par son histoire et son influence, par les hommes publics et élevés qui lui ont appartenu, et les réformes que nous lui devons directement ou indirectement, ce dont ses membres obtiennent rarement crédit, nous pouvons dire sans crainte de nous tromper que peu d'institutions dans notre province, même plus anciennes qu'elle, ont un passé aussi louable.

Mais ce ne serait pas lui rendre complète justice que de restreindre les mérites de votre institution à l'éducation seulement, sans autre caractère distinctif ou de la juger par un passé de vingt-six ans qui est peu pour une corporation. C'est lorsque nous la considérons en rapport avec les motifs et les principes sur lesquels elle a été fondée et qu'elle cherche à faire triompher dans ce pays, c'est alors que cette institution grandit dans notre estime et mérite l'approbation publique. En premier lieu, elle repose sur un principe de cordiale sympathie pour le peuple de cette province et avec un sincère désir de lui faire acquérir plus complètement quelques-unes des conquêtes de la civilisation moderne, dans la littérature, la science et les arts. Vos fondateurs et bienfaiteurs étaient peinés de voir leurs compatriotes, faute d'éducation appropriée, sans manufactures, ni commerce, condamnés dans tous les arts de la vie à ne connaître que les vieilles choses du moyen-âge, près d'une autre nation jouissant de tous les progrès de la civilisation du dix-neuvième siècle, et cela non pas parce que cette dernière lui était supérieure en talent naturel et en aptitude d'apprendre et d'apprécier. Ils partaient du principe que le droit de posséder et la capacité d'acquérir et de jouir des connaissances utiles et de leurs avantages n'appartenaient pas à une seule classe, mais étaient l'héritage de tous, pauvres ou riches. Vos fondateurs souhaitaient que la prospérité, la grandeur et l'édifice entier de la société, ne fussent pas l'apanage d'une poignée d'hommes instruits, au milieu de l'ignorance générale, mais appartinssent au peuple entier, instruit et éclairé. Développer et encourager les talents cachés et incultes et réveiller l'énergie d'une grande population, qui dorment comme le minerai dans nos mines ; faire grandir notre civilisation par l'exploitation d'un million de ressources, au lieu de se restreindre à quelques faibles et précaires entreprises, c'est un but qu'une institution doit avoir à honneur d'atteindre.

Votre Institut, M. le Président, est encore fondé sur une judicieuse connaissance de l'esprit de l'époque et des besoins du pays. Votre bibliothèque en vous procurant les moyens d'étudier le passé et en vous permettant de consolider votre prospérité future sur les forces vives des autres âges, démontre que les résultats de l'expérience humaine sont de précieux guides. Vous honorez vos ancêtres, non en faisant ce qu'ils ont fait en leur temps et sous des circonstances entièrement différentes, mais en faisant ce qu'ils auraient fait eux-mêmes sous les circonstances actuelles.

Vous reconnaissez ce fait capital que le genre de connaissances et le système d'instruction qui peuvent convenir aux besoins et au progrès d'un âge, peuvent difficilement convenir à un autre âge. Au 15e siècle, il y avait une tendance bien prononcée à cultiver de préférence l'étude et la diffusion des anciens classiques, tendance admirablement en rapport avec les besoins intellectuels de la société d'alors. Depuis cette époque on a eu besoin de nouvelles sources de connaissances pour permettre à la société de maintenir ce progrès qui est une loi d'existence nationale. Les principales sources de ces connaissances nouvelles et génératrices de l'époque actuelle sont les sciences récentes et expérimentales, et c'est la diffusion de ces sciences, ainsi que celles des arts et des manufactures et la prospérité qui en résulte, que votre Institut a sagement travaillé à activer dans notre province, comme étant au nombre des plus pressants besoins de ce pays. Il est évident que si l'on enlevait aux nations les plus puissantes et les plus civilisées des temps modernes les arts, les manufactures, le commerce, la richesse, l'intelligence, l'énergie et le

pouvoir qui sont les produits et les résultats de la science moderne, ou les réduirait à un état comparatif de barbarie, de pauvreté et de faiblesse. Il est évident que les découvertes et les grands événements de cette époque, tel que l'engin à vapeur, le télégraphe transatlantique et le canal de Suez, qui ont apporté avec eux et promettent des changements et des révolutions de la plus haute importance dans l'ordre commercial, social, moral et politique ont été presque tous des triomphes de la science moderne, et de l'esprit sur la matière. Il est évident que dans cette période de recherches et d'expansions intellectuelles, de croissance nationale en fait de pouvoir et de prospérité, nous avons ici un champ ouvert à la culture ; et que de ce champ et des bénéfices qui en découlent, la communauté et le peuple de cette province ont été presqu'entièrement exclus par l'absence des grandes réformes éducationnelles qui sont encore attendues.

Lorsqu'on considère les grandes ressources nationales qui nous restent à développer, et les capacités de ce pays, telles que nos pêcheries, nos forêts et nos mines, nos pouvoirs d'eau inexploités et les facilités que nous possédons pour manufacturer, ce doit être le désir du vrai patriote de voir l'intelligence de notre propre population opérer l'œuvre du développement de ses ressources et de la voir recueillir les fruits de sa culture par la prospérité, le bonheur et la haute position qui en seraient les résultats naturels.

Sous d'autres rapports aussi, M. le Président, je considère que votre institution est éminemment patriotique et honore très hautement votre race. Si la riche littérature et les autres éléments de civilisation du grand pays d'où vos ancêtres sont venus, il y a près de trois cents ans, doivent jamais entrer comme éléments dans notre civilisation et ajouter à sa variété et à sa beauté, aussi bien qu'à celle du continent, ceci ne s'accomplira certainement que par le canal de la population canadienne-française et que par l'ensemencement d'un champ libre et vaste et non par l'entremise de quelques individus isolés et par le hasard.

De plus, M. le Président, votre Institut a droit à nos sympathies et à notre appui comme étant l'ami et le promoteur de la plus entière liberté d'investigation, d'expression et d'action. Vous admettez le droit et même la nécessité de laisser l'esprit humain libre d'explorer, à la recherche de la vérité tout le domaine que peut parcourir la pensée de l'homme et de faire connaître les résultats de ces recherches. Vous appréciez à leur valeur les nobles paroles de Milton : "Au-dessus de toutes libertés, donnez-moi celle de connaître, de parler et de discuter librement suivant ma conscience." Assis sur de telles bases, sur de tels principes, votre Institut, loin d'être affecté par les tendances révolutionnaires et destructives, devra être reconnu par la plupart des hommes de notre époque, comme concourant éminemment à la stabilité et au progrès de la société du gouvernement civil, en travaillant à développer toutes ces qualités qui sont les plus sûres garanties de l'une et de l'autre pour les populations. C'est en vérité, une institution des plus conservatrices, non de ce conservatisme creux qui est une nuisance, mais de tout ce qui est vital et mérite d'être conservé dans les systèmes et dans les institutions que nous vénérons dans les temps passés. Par des réformes opportunes, vous travaillez à conserver ce qui mérite de l'être, en le séparant de ce qui est nuisible et en n'essayant pas de concilier ce qui est irréconciliable et vous n'exposez pas le bon et le mauvais grain à être étouffés dans une commune destruction, ce dont l'histoire nous a donné souvent le spectacle en conséquence de l'obstination des ennemis du progrès.

Lorsque nous envisageons votre Institut en rapport avec la situation politique et avec l'avenir du pays, son importance grandit encore à nos yeux. Je crois qu'il tend et qu'il doit tendre à former un programme ou une plateforme canadienne, un terrain commun le plus précieux pour cultiver les principes fondamentaux du gouvernement civil, de l'éducation et autres matières d'intérêt

public, sur lesquels tous les Canadiens, sans distinction de race ou d'origine, peuvent cordialement coopérer dans leurs efforts à obtenir de grandes et utiles réformes. Ici s'effacent les effets du grand obstacle qui naît de la diversité des races et du manque d'unité d'action nationale, et qui est toujours venu arrêter dans leur essor les aspirations de ceux qui soupirent pour ces provinces impériales une existence grande et indépendante. Laissez-nous tous nous rapprocher de plus près ici comme Canadiens. Je m'adresse particulièrement à vous, jeunes gens comme moi, et mettant de côté toutes les vieilles animosités et notre éloignement, unissons-nous et travaillons ensemble à la grande œuvre et à l'avenir qui sont devant nous.

Pour ce qui regarde la conduite immédiate de votre Institut, je crois qu'il devrait mettre à l'étude et mûrir un système d'éducation et d'autres réformes, qu'il faudrait faire connaître et prévaloir dans le pays et adopter par la législature. Pour assurer une longue vie à votre institution, il faut la constituer le centre actif de l'intelligence, en plaçant devant vous comme un but d'accomplissement de grandes mesures ; et peu d'associations de jeunes hommes dans aucun pays sont appelées dans de plus nobles comices que celles qui sont ouvertes à la jeunesse de votre Institut.

Pour terminer, M. le Président, je dirai que si nous pouvons seulement réussir à fonder et multiplier des institutions libres de tous genres dans le pays, nous n'avons rien à craindre pour l'avenir; car ces institutions formeront un peuple et des hommes dans les mains desquels pourront, sous la protection de la Providence, être abandonnées les destinées de notre pays et les intérêts les plus chers de nous-mêmes et de nos enfants, en toute sécurité, quelques soient les épreuves et les dangers qui puissent nous attendre.

Discours de M. H. B. Rainville, étudiant en droit, Montréal.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Encore une fois, l'oiseau de neige a touché de son aile le sol canadien. La terre s'est drapée dans un blanc linceul. L'onde limpide du léger ruisseau et le flot écumeux du large fleuve se sont cachés à nos regards sous une épaisse couche de givre. Les feuilles se sont détachées des arbres ont tourbillonné un instant dans l'espace, puis sont disparues emportées par la tempête. Le pauvre grelotte dans sa masure, et l'on voit s'élever au dessus de la maison du riche une immense spirale de fumée qui atteste qu'un bon feu brûle dans l'âtre. Au loin, dans la forêt, on entend s'abattre sous la hache meurtrière le hêtre et l'érable séculaires.

Les instruments aratoires gisent épars autour de la maison. Là bas, au Nord, la neige et la glace crient sous les patins du lourd traineau qui s'avance avec peine au-devant de Borée, soufflant à pleins poumons la tempête et la tourmente. Bien loin au Sud, le cri strident de la locomotive retentit à travers l'espace. Au Nord, les artères de la vie semblent s'être rompus. Au Sud, le sang du commerce circule librement. Au Nord, le stagnation complète des affaires semble être la conséquence inévitable du sceau de glace qu'appose l'hiver sur les fleuves et les rivières. Au Sud, même animation, même activité que pendant la riante saison où l'épi doré tombe sous la faucille du moissonneur. Au Nord, la mort. Au Sud, la vie. Au Nord, le pays s'appelle le Canada ; au Sud, les Etats-Unis. Est-ce simplement parce que le pays change de nom à la ligne 45e, que l'on remarque cette différence énorme qui existe entre les deux peuples ? différence qu'il y a de la vie à la mort ? Non, mais c'est qu'à cette légère distance, les mœurs et les habitudes changent. C'est qu'au Nord, l'on sent encore une main de fer peser lourdement sur la tête des Canadiens.

C'est qu'au Sud, le souffle inspirateur de la liberté a grandi les hommes, fortifié les esprits, élevé les idées et opéré des merveilles. C'est qu'au Nord le lien colonial a arrêté dans son essor le génie du Canadien français. Pendant qu'au Sud, l'on voyait des villes s'élever comme par enchantement; pendant que l'on voyait Chicago et St. Louis échanger en vingt ans leur toilette de hameaux contre celle de superbes cités; pendant que là s'élevaient manufactures, fonderies, tanneries, moulins, distilleries; ici, l'on voyait toutes les entreprises tomber d'elles-mêmes; personne ne venait arrêter dans leur rapidité vertigineuse nos magnifiques pouvoirs d'eau; de quelque côté que se tournât l'œil, il n'apercevait que l'espace; le cultivateur consommait l'hiver ce qu'il avait amassé durant la belle saison au prix de tant de labeurs. Pendant que le sol américain se couvrait de voies ferrées, pendant que l'habitant des contrées du sud chargeait de charbon et de bois d'énormes wagons, qu'une locomotive entraînait à toute vitesse d'un bout du pays à l'autre; ici, le défricheur employait deux jours à conduire au dépôt le plus voisin une petite charge de bois qu'un mauvais bidet avait peine à traîner, et quand l'*habitant* n'avait plus cette dernière et suprême ressource, il ne lui restait qu'à plier bagage et aller chercher fortune dans une contrée plus généreuse.

Je viens de parler de chemins de fer, c'est la maladie du jour. C'est une fièvre qui court dans les veines de tous les hommes publics. Vous ne les entendez effectivement discourir que chemins à lisses de bois, voies ferrées, dépôts, locomotives, sifflets, engins, roues, machines, mouvements, chaudières, et que sais-je encore?

Oui, et je le répète au risque de commettre une figure biblique, c'est une fièvre, mais c'est une bienheureuse fièvre; c'est une de ces réactions qui sauvent de la mort. C'est le réveil d'un peuple. C'est une nation qui secoue de ses bras débiles encore, les langes de l'enfance. C'est un peuple qui lève la tête, et apercevant à ses côtés une nation de géants il tend à devenir aussi grand qu'elle.

Et pour cela, il commencera comme elle a commencé. L'établissement des chemins de fer a, dit-on, apporté la richesse dans son sein; lui fera de même. Déjà il s'est mis à l'œuvre. Déjà le Grand-Tronc fait communiquer Montréal à Lévis. Bientôt l'Intercolonial permettra à Halifax et Montréal de se presser dans une même étreinte; le chemin de fer de la rive Nord, dont on fait si grand bruit en ce moment, reliera Québec à Montréal, Montréal qu'engins et locomotives semblent avoir choisi pour lieu de leur rendez-vous. La ligne du Passumpsic, celle de Stanstead, Shefford et Chambly, le chemin des Piles, et multitude d'autres lignes projetées rattacheront tous les petits villages entre eux et formeront un réseau de voies ferrées dont Montréal sera le centre.

Ce sera alors, ou jamais, le temps d'utiliser toutes les sources de richesses du pays, et elles sont nombreuses. L'or et l'argent sont, en vérité, en quantité assez restreinte. Néanmoins, il ne faut pas oublier qu'à l'exposition universelle de 1851, à Londres, l'or trouvé à la Touffe des Pins, obtint une mention honorable et ne fut excellé que par celui de la Californie. En revanche, les minerais de fer abondent dans les cantons de l'Est. " Tous ces minerais, dit M. Logan, ont été examinés avec beaucoup de soin et d'attention par les agents de la Russie; ils ont paru frappés d'étonnement, en voyant qu'il se trouvait d'aussi prodigieuses sources autre part que dans leur pays." Gaspé et Bedford fournissent le minerai de plomb. Le Canada exporte chaque année du minerai de cuivre pour une valeur d'environ $250,000. On n'a pas encore découvert le charbon, il est vrai, mais il faut bien avouer que l'on n'a pas cherché. Et il est fort difficile, à moins d'un hazard providentiel, que la fortune vienne nous trouver quand nous ne courons point après elle; car la fortune est aussi capricieuse que la jeune

fille qui fuit pour avoir le plaisir de nous voir la poursuivre. Mais nous avons, pour tenir lieu de charbon, nos immenses marais, et la tourbe que l'on a fabriquée à St. Bruno, à la Pigeonnière, à Champlain, à Valleyfield, à St. Roch de St. Ours, à St. Michel, à Longueuil et à Farnham prouve assez en faveur de cette découverte nouvelle. Seulement il est regrettable d'avoir à constater que ces places soient à peu près les seules où l'on ait travaillé.

Le sol lui-même est très-fertile. Comment se fait-il donc qu'un brave cultivateur, qui vit bien simplement, ait peine à nourrir sa famille durant les longs mois de l'hiver? La terre serait une mine pour le Canadien, s'il savait en extraire les richesses qu'elle recèle. Mais la routine, le plus fort auxiliaire de l'ignorance, la routine est là, qui fait face au progrès et l'arrête dans sa marche.

Nos immenses forêts et nos pêcheries devraient être exploitées avec avantage. Que manque t-il pour cela? rien ; rien, si ce n'est des bras capables de le faire. Mais notre plus grande source de richesses est sans contredit nos pouvoirs d'eau. La rivière Chaudière, le Richelieu, le St. François, l'Yamaska, l'Outaouais sont presque tous des rapides non interrompus. Chambly, avec ses pouvoirs d'eau, devrait être aujourd'hui une ville manufacturière importante. Mais depuis cent ans, Chambly est toujours le même. C'est toujours le *jardin du Canada*, mais tout est mort. L'âme du commerce semble s'être envolée par delà les monts. On reconnait toujours le vieux fort à demi tombé, illustré par LeBer, mais les côtes de son fleuve ne se sont pas couvertes de ces manufactures qui, sans aucun doute, eussent dépoétisé le jardin splendide que la nature s'est plu à y former, mais qui, en compensation, auraient enrichi le pays, agrandi la ville, répandu le bien-être au milieu de la population pauvre, et ainsi prévenu l'émigration d'une foule de bons citoyens sur les bras desquels la patrie eût été en droit de compter

Un chemin de fer ne peut subsister, et surtout progresser, qu'en autant qu'il a des produits à transporter. L'échange et l'exportation sont des choses nécessaires à son maintien. Son artere, c'est le commerce. Ainsi, dans notre pays, pour que les chemins de fer déjà construits, et ceux que l'on voit poindre dans un horizon prochain puissent se maintenir, il faut qu'il se trouve chez nous des hommes producteurs, capables d'exploiter nos pouvoirs d'eau, capables d'extraire du sol ces prodigieuses richesses qui nous tendent les bras, capables de faire rendre à la terre, qui ne demande pas mieux, les blés et autres grains qui regorgent dans son sein.

Et ces hommes, les avons-nous?

Je cherche partout et je n'aperçois rien, rien que le vide. Je traverse les portiques sonores des palais du riche, et je ne trouve là que mollesse et ineptie. J'entre dans la misérable chaumière du pauvre, et je ne vois que la misère vertueuse, se tordant dans les convulsions de la faim, mais la misère sans courage, pas même celui du désespoir. Je pénètre dans l'autre redouté de la justice, et je trouve là des orateurs faisant trembler les murs des échos de leur puissante voix pour combattre ou défendre ces nombreux procès qui sont la ruine de nos cultivateurs ; mais c'est tout.

Non, nous n'avons pas les hommes de l'époque. Et pourtant le besoin de produits à échanger et à transporter les rend indispensables. Sans eux la banqueroute ; sans eux la mort. Où donc irai-je pour trouver ces hommes aux larges vues? Quel voile soulèverai-je donc pour découvrir ces hommes de dévouement se sacrifiant sans regret au bonheur du peuple qui croupit dans l'ignorance? Irai-je mendier à l'étranger? Sera ce en plaçant le reste des autres nations à la tête de notre peuple que l'on pourra lui donner le goût des arts? Ou bien sera-ce en formant une génération nouvelle? Sera ce en imprimant à la jeunesse un courant d'idées autre que celui

qui a dirigé les Canadiens jusqu'à ce jour ?

L'expérience nous a démontré assez clairement que c'était tenter l'impossible que de vouloir attirer sur notre sol le courant de l'émigration étrangère . et d'ailleurs, tant que le Canada sera colonie, ne pouvant offrir aux émigrants des avantages aussi considérables que ceux accordés par les Etats Unis libres, il est tout naturel qu'il ne soit pas le préféré des nations.

Eh ! bien, non, je les prendrai dans l'avenir : et l'avenir d'un peuple, c'est l'enfant qui pousse.

L'éducation dont on a nourri la jeunesse jusqu'à ce jour a pu être bonne. Il y a cent ans, époque où la haute éducation a réellement pris racine parmi nous, on avait besoin d'avocats, de médecins et de notaires. Mais en tout temps l'éducation doit suivre les besoins du peuple. Aujourd'hui, pour celui qui a des yeux, il s'aperçoit immédiatement des vices de notre système d'éducation actuel. Il s'aperçoit que les institutions du Bas-Canada ne sont plus de nature, si elles l'ont jamais été, à produire le bien de la population. Et l'on peut en juger par les effets.

Parcourez toute la province, d'une extrémité à l'autre ; entrez dans tous les bureaux publics, allez dans les offices de télégraphe, frappez à la porte de tous les dépôts, interrogez en français on vous répondra en anglais, si encore on ne vous lance pas à la face un formidable "I don't understand." N'est-il pas étonnant que dans une population comme la nôtre, composée en grande partie de Canadiens-français, ce soient des anglais qui tiennent le haut du pavé ? A quoi donc est dû ce fait ? Est-ce à une indigne partialité de la part de ceux qui tiennent les rênes de l'administration ? Non, c'est dû, ni plus ni moins, à notre système d'éducation qui n'est propre qu'à former des avocats, des médecins et des notaires. Naturellement on n'ira pas mettre à la tête des bureaux publics, dans lesquels on doit tout le jour entasser chiffres sur chiffres, des hommes qui ne connaissent pas deux mots d'arithmétique. On y place des anglais qui sont au fait des mathématiques et ce n'est que justice.

L'on pourra peut-être m'accuser d'élever trop haut les anglais au détriment de notre honneur national. L'on aurait tort. Car, je le proclame hautement, les Canadiens sont égaux, sinon supérieurs aux Anglais, égaux par la pensée, égaux par le génie. Seulement, et le crime n'en est que plus grand pour ceux qui sont chargés de conduire le peuple, on enchaîne cette pensée, on arrête le génie dans son essor. On n'enseigne à la jeunesse rien de pratique. On lui laisse aux poignets les lourdes menottes de la routine. Et comment voulez-vous avec cela, lui donner le droit de commander ?

Pourquoi voit-on les grandes sociétés composées presqu'exclusivement d'anglais ? Qui voyez-vous à la tête des grandes compagnies de chemins de fer ? des anglais. Qui voyez-vous à la tête du commerce ? des anglais, toujours des anglais. Montréal est pourtant français. Québec est bien français. Montréal fut pourtant bâti par M. de Maisonneuve. Ce fut bien Champlain qui posa la première pierre de notre vieille capitale. Je cherche dans notre ville un monument élevé à la gloire d'un français, et je ne trouve que la colonne *Nelson*. Ce qu'était Nelson, Messieurs, je n'en sais rien ; c'était, paraît-il, un héros, puisque nos concitoyens anglais ont eu l'idée de perpétuer sa mémoire. Mais nous, Canadiens, nous laissons dans l'ombre une figure immortelle, et nous oublions de couronner de lauriers le front du fondateur de Montréal. Mais pourquoi exhaler des plaintes ? A quoi bon d'ailleurs ? si ce n'est à nous rendre plus cuisante l'amertume de notre infériorité.

Et d'ailleurs, avons-nous le droit de nous plaindre ? Avons-nous raison de le faire ? Tertullien écrivait, il y a quinze cents ans, en parlant des chrétiens : "Nous remplissons vos palais, vos amphithéâtres, vos maisons, vos casernes, votre sénat ; nous ne vous laissons que vos temples." Eh ! bien,

nos concitoyens anglais pourraient aujourd'hui nous parler le même langage. S'ils nous laissaient, nous ne verrions autour de nous que l'espace et le vide. Où prendrions-nous des hommes pour les remplacer ? Il nous faudrait choisir parmi les avocats, les médecins et les notaires ; et combien en trouverions-nous qui le pussent ? combien en trouverions-nous qui le voulussent ? car l'apathie et le manque de confiance en ses propres forces sont pour beaucoup dans l'ombre où le canadien se drape avec tant de majesté.

Je voudrais savoir combien il y a d'ingénieurs canadiens-français dans la province de Québec. Je ne crains pas d'affirmer qu'il n'y en a pas deux sur dix. C'est pourtant une carrière que le canadien devrait embrasser, mais grâce à l'éducation qui lui a été inculquée dès son bas âge, la porte lui en est fermée. Le génie civil n'est réellement exploité ici qu'au point de vue de l'arpentage et de l'architecture. Il ne suffit pas pourtant de poser deux rails et de placer dessus un engin énorme, il faut encore quelqu'un pour faire marcher cet engin. Les deux ou trois ingénieurs canadiens que nous avons en Bas-Canada sont réputés très-habiles. N'est-il pas du devoir de l'administration d'ouvrir des écoles gratuites où le canadien pourrait se livrer à l'étude de cette branche ?

Ce qu'il faut aujourd'hui au pays, ce ne sont ni des avocats, ni des médecins, ni des notaires. Toutes les professions libérales sont encombrées ; un jeune homme n'y peut entrer sans se résigner à végéter pendant une dizaine d'années Non, le pays a besoin d'hommes pratiques, de bras manufacturiers et agriculteurs. Et pour en arriver à trouver de ces hommes parmi les canadiens, il est une chose essentielle : l'éducation nationale, absolument comme on la possède aux Etats-Unis. Vous m'accuserez encore, peut-être, de voir tout en rose chez nos bons voisins, les Américains, dont l'amitié pour nous vient de se manifester clairement dans le message du président Grant, et de tout voir en noir chez nous. Non, Messieurs, non, mais j'aime le bien où il existe, et j'abhorre le mal partout où il peut se trouver.

Je dis donc que nous devrions avoir une éducation nationale. Le gouvernement devrait établir des écoles élémentaires gratuites. (Je dis élémentaires pour les distinguer de nos grands colléges, et de nos petites écoles qui ne sont absolument rien.) De plus, le but de ces écoles étant de produire pour l'avenir une génération de travailleurs et de défricheurs, elles devraient être entièrement sous le contrôle d'hommes laïques. Que le clergé ait la direction de la haute éducation, des hautes sciences ; que le clergé soit chargé de l'enseignement du grec et du latin, qu'il ait enfin la haute main sur les colléges classiques, cela lui revient de plein droit.

Nous devons cependant regretter de voir les colléges classiques en aussi grand nombre. Si ces colléges ont pour but de produire des hommes savants, le nombre de ceux qui sont destinés à le devenir est si restreint que les hauts séminaires, tels que ceux de Québec, Montréal et St. Hyacinthe, suffisent amplement, eu égard à notre population. Quant aux autres colléges classiques qui pullulent dans presque toutes les campagnes, je regrette d'avoir à dire que c'est plutôt une plaie qu'un bien pour le pays. Ces colléges enseignant le latin et l'histoire à demi, ne donnant qu'une légère teinte de philosophie, manquent complètement leur but, puisqu'ils ne font pas de leurs élèves des savants. D'un autre côté, s'ils se proposent comme on l'affiche quelque part, de donner un cours commercial, ils errent encore, car en faisant étudier du grec, du latin et de la philosophie enseignés à demi, l'élève n'a le temps d'apprendre qu'à demi aussi les matières qui regardent le commerce. Dans l'un ou l'autre cas, et à quelques exceptions près, ces colléges ne produisent que des moitiés d'hommes, et n'ont pas leur raison d'exister.

Depuis quelques années, l'on semble avoir compris ce vice existant

dans notre système d'éducation, et c'est afin d'y remédier que l'on a établi les écoles normales Mais dans la formation de ces écoles, on s'est encore trompé. Permettez-moi de vous faire à ce sujet une comparaison qui pourra vous paraître quelque peu triviale, mais qui n'en rend pas moins justement ma pensée.

Quand vous avez besoin d'une bonne chaussure, vous allez trouver un cordonnier et non un forgeron. Si vous voulez avoir votre photographie bien finie, vous allez voir un artiste et non un peintre d'enseignes. Si vous avez besoin d'aller à confesse, vous allez vous agenouiller devant un prêtre et non devant un M. Ernest Renan.

Eh! bien, de la manière dont les choses se passent dans les écoles normales, on serait tenté de croire que les élèves se font chausser par des forgerons, peindre par des peintres d'enseignes, et, chose étonnante! qu'on les envoie à confesse à Messire Renan.

Le but des écoles normales, nous le connaissons tous, est de former des professeurs qui, se répandant dans les campagnes, donneront au peuple l'éducation qu'ils auront reçue. Cette instruction doit être au moins en rapport avec les besoins de la population. Or, la jeunesse canadienne, dans l'époque où nous vivons, a besoin d'apprendre pour elle-même, et, pour payer à la patrie le juste tribut d'hommages que chaque citoyen lui doit, la tenue des livres, l'agriculture, la sténographie, la télégraphie, le génie civil et tous les arts en général. Sont-ce bien là les matières que les futurs professeurs vont apprendre dans les écoles normales? Ces matières, d'ailleurs, sont elles compatibles avec les charges divines dont sont revêtus les hommes que l'on met au gouvernail de ces institutions? Les élèves ont besoin d'apprendre, pour l'enseigner plus tard, le génie civil: les prêtres ont-ils jamais bâti une maison, arpenté un champ, dirigé un engin? Les élèves ont besoin de connaître à perfection l'agriculture: on met à leur tête des hommes dont la mission n'est certes pas de tenir les manchons de la charrue. Les élèves ont besoin de connaître la télégraphie, on leur donne pour professeurs des hommes qui n'en connaissent pas un iota.

Avez-vous vu aussi les beaux résultats produits par les écoles normales? Où sont donc tous ces professeurs qui devaient procurer tant de bien au pays? Les résultats sont nuls, et les professeurs ne valent guère mieux.

Si maintenant vous mettez en regard les écoles normales et le "Business College" de cette ville, vous voyez immédiatement la grande supériorité de la dernière institution sur la première. Ce qui prouve surtout en faveur du "Business College," c'est que près de la moitié des élèves sont Canadiens-français, et l'on sait que malheureusement les français et les anglais de ce pays sont presque toujours en rivalité. Si donc nous possédions une institution canadienne-française sur ce pied, les cent et cent vingt canadiens qui vont chaque année encourager le "Business College," n'iraient-ils pas de préférence accorder tout leur appui à des institutions toutes canadiennes?

Un mot encore et je termine.

Maintenant que l'établissement des voies ferrées fait sentir la nécessité absolue d'utiliser nos pouvoirs d'eau, de faire rendre à la terre les richesses dont elle regorge, d'exploiter nos mines et nos forêts, on s'aperçoit, mais trop tard, combien notre système d'éducation actuel est inefficace à faire des Canadiens des hommes pratiques et producteurs, combien ce système est inefficace à produire des hommes qui, suivant pas à pas un filet d'or presqu'imperceptible, finissent par découvrir des mines intarrissables.

J'ai dit trop tard. Mais néanmoins il est un proverbe, vieux comme le monde, que l'on répète tous les jours et qu'il importe de ne jamais oublier: mieux vaut tard que jamais.

A l'œuvre donc! Au gouvernement de prendre l'initiative! A lui de préparer au Bas-Canada un avenir brillant, proportionné d'ailleurs à ses immenses richesses. Inutile d'essayer à remanier la vieillesse. C'est la jeu-

nesse qui fera l'avenir. Elle est là prête à recevoir le mot d'ordre. Qu'on lui ouvre les portes d'un avenir riche et prospère, elle y entrera. Qu'on la pousse au contraire vers un avenir pauvre et désespéré, elle marchera, inconsciente, vers le précipice. Ce n'est que par l'éducation que l'on parviendra à vaincre l'apathie et l'indifférence des Canadiens. Que l'Etat fasse la jeunesse riche de science, et il fait l'avenir riche de biens. Que l'Etat répande dans toutes les campagnes des écoles publiques, et qu'il en garde le contrôle. Que la porte en soit ouverte à tous. Que la jeunesse, pauvre comme riche, soit invitée à y venir puiser les rudiments de la science pratique. Quelle y vienne apprendre à faire d'un métier un art. Et le jeune homme instruit ne rougira plus comme aujourd'hui, de rester ce qu'étaient ses aïeux : cultivateur ; il ne rougira plus, comme cela arrive quelquefois dans notre temps de luxe et d'orgueil effrénés, de serrer la main de son vieux père dont le seul crime est de n'avoir jamais su tenir que les manchons de la charrue.

Vous verrez alors nos marais en perpétuelle agitation. Le sifflet aigu du chaland retentira sans cesse à travers la forêt. Le cri des hommes se mêlera au fracas des arbres s'affaissant sous le fer impitoyable. Vous verrez les côtes verdoyantes de nos beaux fleuves se couvrir de manufactures. Vous admirerez au loin la flèche gigantesque des moulins. Devant votre porte vous verrez s'ébranler avec fracas le monstre d'airain, qu'un instant après vous entendrez mugir dans le lointain, répandant autour de lui la vie, l'activité et la richesse.

Après la lecture d'une lettre d'excuse de l'hon. L. S Huntingdon, M. P., qui était retenu à Québec par des affaires urgentes, JOHN A. PERKINS, écr., M.A., B.C.L., professeur à la Faculté de Droit de l'Université Victoria, étant appelé à adresser quelques paroles à l'assemblée, il s'exprima comme suit :

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs.

C'est avec un extrême plaisir que je parais devant vous, à la demande de votre digne président, pour remplacer mon honorable ami qui devait vous adresser la parole ce soir. Je n'ai qu'une crainte : c'est que je ne remplace très mal l'hon. M. Huntington, dont les talents oratoires sont si bien connus. Le peu de temps qui m'est assigné ne me permet pas de faire un long discours. Venir devant vous, à l'invitation de cette institution, est déjà un grand honneur, mais pouvoir parler de ses progrès non interrompus, c'est là un plaisir toujours nouveau pour les hommes qui apprécient le travail de ceux qui ont dirigé ses affaires avec tant d'habileté que l'Institut n'a cessé de s'accroître en nombre et en popularité. Favoriser et encourager les bibliothèques publiques, les lycées et les institutions littéraires, a été dans ces dernières années l'œuvre de la philantropie et de la bienfaisance, — et je crois sincèrement qu'il n'est pas loin le jour où Montréal en comptera un plus grand nombre dans son sein, où les hommes animés de l'intérêt public ne se contenteront pas de leur faire des legs à leur mort, mais à l'exemple de M. Peabody, les favoriseront de tout leur concours durant leur vie. Le plus grand bien que l'on puisse donner à l'homme, c'est la faculté d'aller rafraîchir son esprit et sa mémoire aux sources du savoir qui, comme des fontaines à l'onde pure, le grandiront et le fortifieront.

Une épineuse question affectant les membres de l'Institut vient d'agiter

l'opinion publique, mais je suis heureux de constater que cela n'a eu d'autre effet que de faire jaillir la lumière de la pensée dans l'esprit d'hommes habitués à voir et à penser par les autres.

Nous aimons toujours, quand l'année a déjà un pied dans l'abîme du passé, à jeter un regard en arrière pour considérer notre position sociale et politique et la comparer avec celle d'autres pays. Nous avons joui d'une abondante moisson et des bienfaits de la paix, pendant que les nations européennes étaient livrées aux dissentions politiques, à l'anarchie et à des guerres dont nous pouvons à peine concevoir les horreurs. Pauvre France! divisée par les factions, morcelée et devenue la proie d'un ennemi implacable, nous lui offrons nos sympathies et nous voudrions qu'elles fussent pour elle d'un plus grand secours. Les autres nations de l'Europe contemplent son sort avec anxiété, ne sachant pas si le lendemain ne leur apportera pas ce qui aujourd'hui est tombé sur elle.

L'Institut-Canadien n'est encore affilié à aucune institution des Etats-Unis, mais je sais que si nous allions vers elles, leur tendant la main de l'amitié et de la confraternité, elles seraient les premières à nous encourager et nous aider dans tous nos efforts. Les Etats-Unis, je suis heureux de le dire, ont fait des progrès rapides dans les sciences et dans les lettres, et aujourd'hui ils comptent chez eux des artistes brillants, des inventeurs célèbres, et avant peu j'espère que le Canada s'unira par les liens de la fraternité avec ces institutions qui font la gloire de la grande république.

Quant à la politique de la Grande-Bretagne, je me contenterai de dire que le mariage projeté dans la famille royale est une forte tendance au républicanisme.

En Canada, il s'est fait beaucoup de bruit à propos de restrictions projetées sur notre commerce et de l'abolition du transit en franchise ; l'on a même craint un instant que la question des pêcheries ne devint une cause de trouble pour les puissances intéressées. Et sans vouloir entrer dans la discussion de ces questions si importantes pour les deux peuples, je crois que pour le moment du moins, il n'y a aucun danger à appréhender. Le bon sens du peuple éloignera toute difficulté sérieuse, nous devons l'espérer.

Avec ces quelques observations, je dois clore en réitérant mes félicitations au sujet du progrès de l'Institut et en me faisant l'interprète de la satisfaction publique créée par la condition vigoureuse de votre Institut. Quant à moi, je suis heureux de me compter au nombre de ses membres et de concourir, en toute occasion, par la parole et par l'action, à promouvoir son avancement, sachant qu'il est classé au premier rang des institutions littéraires du pays et que c'est le devoir d'un bon Canadien de favoriser ses développements.

L'hon. M. Dessaulles et M. V. P. W. Dorion étant appelés par l'auditoire à adresser quelques mots, le font en termes chaleureux, qui provoquent de vifs applaudissements et l'assemblée se disperse.

LISTE DES PERSONNES QUI ONT SOUSCRIT POUR PAYER LA DETTE DE L'INSTITUT-CANADIEN.

Joseph Doutre	$400.00
R. Laflamme	400.00
C. F. Papineau	400.00
Adolphe Roy	400.00
Chs. F. Pratt	400.00
P. R. LaFrenaye	400.00
J. E. Coderre	200.00
L. J. A. Papineau	200.00
V. P. W. Dorion	200.00
Maurice Laframboise	200.00
P. A. Fauteux	200.00
David Torrance et Cie	200.00
J. et F. Ross et Cie	200.00
Henry Lacroix	100.00
F. J. Durand	100.00
A. A. Dorion	100.00
Gonzalve Doutre	100.00
T. G. Coursolles	100.00
Alphonse Doutre	100.00
Chs. O. Perrault	100.00
Alfred Picault	100.00
C. A. Geoffrion	100.00
Peter Henry	100.00
L. A. Boyer	100.00
Ovide Ste. Marie	100.00
Peter Redpath	100.00
G. A. Drummond	100.00
T. J. Claxton	100.00
E. Atwater	100.00
Chs. Alexander	100.00
Hugh McKay	100.00
Alfred Brown	100.00
H. A. Nelson	100.00
A. Amos	100.00
Frederick Kay	100.00
Hon. juge Aylwin	100.00
A. S. Wood	50.00
Augustin Larose	50.00
A. Brunet	50.00
E. F. Ames	50.00
Crathern et Caverhill	50 00
Mulholland et Baker	50.00
D. Lorn McDougall	50.00
T. S. Brown	50.00
B. Gibb	50.00
Benjamin Lyman	50.00
J. J. Day	50.00
E. K. Greene	50.00
	$6,700.00

Montant rapporté	$6700.00
Thomas Workman	50.00
G. H. Frothingham	50.00
G. M. Greene	50.00
R. Campbell et Cie	50.00
Alex. Buntin	50.00
Reford et Dillon	50.00
Un ami (F. M.)	50.00
Andrew Allan	50.00
L. C. Crevier	50.00
John Whyte	25.00
Henry Woodhouse	25.00
Alex. Urquhart	25.00
A. A. Boudreau	25.00
Dun, Wiman et Cie	25.00
J. H. [illegible]ay	25.00
Muir, Ewan et Cie	25.00
Dawes et Cie	20.00
Robertson, Stephens et Cie	20.00
James Ferrier, junr	15.00
James Clarke	15.00
James Court	12.00
A. Boisseau	10.00
John Lovell	10.00
Haensgen et Gnaedinger	10.00
J. Fairbairn	10.00
John Duncan	10.00
Hugh Fraser	10.00
P. McEwan	10.00
G. W. Warner	10.00
D. Morice	10.00
John Kerry	10.00
Thomas Hobson	10.00
James Ferrier, senr	10.00
McMaster	10.00
Thomas Tiffin	10.00
D. T. Irish	10.00
James Roy	10.00
William Cooper	10.00
Elliott, Sawtell et Cie	10.00
C. E. Seymour	10.00
James Richardson	10.00
J. W. Douglas	10.00
A. W. Ogilvie	10.00
Morland, Watson et Cie	10.00
Winning, Hill et Ware	10.00
Comptant (J. F.)	10.00
Wm. McLaren et Cie	10.00
	$7667.00

Montant rapporté	$7667.00
James Lord et Cie	10.00
D. Coulson	10.00
F. Wollent et Thomas	10.00
Ives et Allan	10.00
Joseph Gould.	10.00
S. English	10.00
John C. McLaren	10.00
J. Starke et Cie	7.50
R. Reford	5.50
G. S. Scott	5.00
W. Weir	5.00
R. Graham	5.00
E. Idler	5.00
A. J. Pell	5.00
E. Reuter	5.00
N. A. Smith	5.00
J. Henry Evans	5.00
C. E. Snowdon et Cie	5.00
Thos. Jordan	5.00
N. S. Whitney	5 00
J. McArthur	5.00
John Rankin	5.00
Campbell Bryson	5.00
Henry Hogan	5.00
Henry Morgan	5.00
J. S. McLachlan	5.00
	$7835.00

Montant rapporté	$7835.00
A. Ramsay	5.00
Campbell et Bryson	5.00
Akin et Kirkpatrick	5.00
Laslett et Russel	5.00
J. Sutherland	5.00
Thomas Leeming	5.00
James Ewan	5.00
John Dougall et fils	5.00
A. McK. Currie	5.00
Geo. Kay	5.00
James Brown et frère	5.00
Henry Shaw	5.00
W. et F. G. Currie et Cie	5.00
John C. Watson	5 00
J. Dougall	4.00
Norton Philips et Cie	3.00
H. Chandler	2.00
W. Reid et Cie	2.00
James Richardson	2.00
H. Leslie	2.00
A. A. Ayer	2.00
John Many	1.00
G. A. H.	1.00
P. D. Patton	1.00
W. Mannie	1.00
Total	$7926.00

OFFICIERS DE L'INSTITUT-CANADIEN.

OFFICIERS ÉLUS A LA SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 1870.

Président — GONZALVE DOUTRE ;
1er Vice-Président — J. O. TURGEON ;
2e Vice-Président — H. PRÉFONTAINE ;
Secrétaire-Archiviste — A. BOISSEAU ;
Assistant Secr.-Arch. — T. H. ROBILLARD ;
Secrétaire Correspondant — J. BOUCHARD ;
Trésorier — A. BRUNET ;
Bibliothécaire — ALPHONSE DOUTRE ;
Assist.-Bibliothécaire — T. O. RINFRET.